

Des dividendes garantis sur 3 ans : le naturel (des marchés) revient au galop !

Communiqué de presse SUD secteur Télécom - 29 juillet 2010

Le conseil d'administration de France Télécom vient de prendre une décision inédite, celle d'annoncer pour 3 ans le versement de dividendes à hauteur de ce qu'ils sont aujourd'hui, soit 1,40 euro par action. L'objectif est de reconquérir le cœur des financiers qui ont fait chuter le cours de l'action.

Alors que le CA vient d'examiner les comptes semestriels, le patron entend rassurer, après avoir voulu amadouer le personnel et les clients, dans une situation où les marchés en demandent toujours plus, indépendamment des résultats.

La croissance toujours à la peine

Les comptes semestriels font apparaître une situation financière toujours marquée par la crise économique et par la très forte concurrence.

La croissance du chiffre d'affaires n'est toujours pas au rendez-vous (-2,2% par rapport au 1er semestre 2009). La situation commerciale est en amélioration, après avoir été fortement dégradée en Espagne (-2,3%) et en Pologne (-7,5%), à cause des activités du mobile. En France, le chiffre d'affaire se stabilise à la baisse (-2%). Les pays de la zone Afrique et Moyen Orient continuent à avoir une forte croissance (6,8%). Le secteur entreprise reste en recul (-6%) même si le 2ème trimestre a connu une amélioration par rapport au trimestre précédent. L'Adsl peine à prendre le relais de la baisse du fixe, et la faible qualité de service comme le maintien pendant trop longtemps de tarifs élevés, continuent à peser sur les parts de marché en France.

La direction, elle-même, reste prudente sur la reprise économique générale, comme sur celle du secteur et donc sur les perspectives de croissance du chiffre d'affaires de l'entreprise. Les investissements qui devraient monter à 12% du chiffre d'affaires en 2010 sont aujourd'hui seulement à 9,5%, en recul de 7,5% par rapport au 1er semestre 2009. Pourtant, des engagements ont été pris avec le régulateur en Pologne et des annonces importantes faites en France.

Coup de sifflet des marchés, la récréation est terminée !

A ceux et celles qui avaient pu voir d'abord un contenu social et industriel dans les annonces « *Conquêtes 2015* », le réveil est brutal.

Face aux 3,654 milliards de dividende versés en 2009, que pèsent les 900 millions sur 3 ans promis pour la crise sociale ? Que pèsent les 10 000 recrutements à venir, alors que 70 000 emplois ont été supprimés depuis 1996, et qu'au moins 1 500 des embauches sont des reprises de la sous-traitance ?

Avec un CA en baisse, les moyens de garantir cet engagement sont de plusieurs ordres : pressurer la masse salariale et resserrer les investissements. Or l'entreprise assure vouloir réaliser des investissements massifs pour le développement du haut débit fixe et mobile. Elle prétend même réaliser à nouveau une croissance externe en achetant des entreprises ou des licences mobiles dans les zones Afrique et Moyen Orient. Pourtant, ces achats sont redevenus très chers parce que très disputés.

L'équation qu'on nous présente aujourd'hui est inacceptable !

La crise sociale continue

Nous n'oublions pas que la crise sociale est arrivée avec la « *politique du dividende* ». C'est la transformation par Thierry Breton, puis Didier Lombard, de l'entreprise en « *machine à cash* » pour verser des dividendes, qui a amené une politique de réduction des coûts, de baisse de qualité de service, de management par le stress. Nous restons persuadés que pour assurer la pérennité de nos activités, il faut moderniser le réseau, améliorer le service rendu, proposer des tarifs transparents et raisonnables dans la jungle de la concurrence. Il faut surtout en finir avec la crise sociale actuelle.

Céder à la volatilité, et l'extrême voracité des marchés ne peut que conduire à de nouvelles difficultés humaines et économiques.

Sud

Fédération des activités postales et de télécommunications

25/27 rue des Envergies 75020 Paris
Tél : 01 44 62 12 00 - Fax : 01 44 62 12 34
Courriel : sudpt@sudptt.fr
Site : www.sudptt.fr

Union
syndicale
Solidaires